

Merci à loumarie - Membre du site devenez-fonctionnaire.fr (Site communautaire)
pour le partage de sa copie pour les futurs candidats -
Si cette copie vous a aidé, N'oubliez pas de partager la vôtre !

18 / 20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : Inspecteur des finances publiques Session : 2025

Epreuve n° : N°2 Matière : TINGP

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque feuille A3 dans le cadre à droite et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre forcée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Feuille :

01 / 02

Sujet n°1 : La dépense publique (évolution et enjeux)

Lorsque pour la première fois dans l'histoire moderne de la France, son budget annuel dépassait le 1 milliard de francs de l'époque, le ministre des finances d'alors proclama par une phrase passant désormais à la postérité : « prenez ce milliard, c'est la dernière fois que vous le verrez ».

On ne se rend pas compte que la dépense publique en France n'a jamais cessé de croître. Si bien qu'en 2024, la France accuse un déficit public de plus de 5% de son Produit intérieur brut (PIB) - à noter que selon des projections du Haut Conseil des finances publiques dans le cadre du débat sur le projet de loi des finances publiques pour 2025, le déficit public pourrait atteindre 6% d'ici à la fin de l'année - et un endettement public de plus de 110% de son PIB. La France fait d'ailleurs l'objet depuis juillet 2024 d'une procédure de déficit excessif au niveau européen.

Étant entendu qu'il est rappelé que la dépense sociale et les dépenses de personnel représentent la part la plus significative du budget annuel de l'État. Le débat en cours au Parlement dans le cadre d'examen du projet de loi de finances publiques illustre l'enjeu de ces dépenses pour l'État qui envisage une économie de 40 milliards pour l'année sans pourtant augmenter les impôts de production et des ménages.

L'enjeu donc pour l'État est de parvenir à maintenir une trajectoire de réduction du déficit public et de l'endettement sans une renouveau encaus drastique de dépenses obligatoires.

" Si la dépense publique englobe l'ensemble des administrations publiques, elle fait l'objet d'une approche différenciée entre l'Etat et les collectivités territoriales (I). Les règles européennes de régulation des dépenses publiques s'appliquent à cette conception englobante de la dépense publique (I)

I) Une régulation contrastée de la dépense publique

La dépense publique de l'Etat (A) fait l'objet d'un encadrement plus souple que celle des collectivités territoriales (B)

A) Un encadrement souple de la dépense publique de l'Etat

Les mécanismes de régulation de la dépense publique n'ont pas permis de limiter le niveau du déficit public et de l'endettement.

Au contraire de l'Allemagne qui a par exemple inscrit dans sa Loi fondamentale le respect d'une règle d'or budgétaire, force est de constater que ni la constitution et encore moins, la loi organique relative aux finances publiques^(LOLF) ne consacrent de règle d'or. Et ce, alors même que les débats politiques pendant la crise financière de 2007 plaidaient pour la consécration d'une règle - d'or budgétaire par l'Etat.

L'absence d'une règle d'or constitutionnellement consacrée ne dispense pas toutefois de nombreux mécanismes à disposition de l'Etat pour réguler sa dépense publique. En cela, la LOLF a profondément modifié les règles budgétaires, et dont l'un des objectifs, dans ce cadre est d'améliorer la gestion publique. A cet égard, et dès lors que les dépenses de personnel représentent environ 40% du budget de l'Etat la LOLF a mis en place un principe de rigueur budgétaire interdisant d'abonder le titre de dépense de personnel au travers de crédits couverts à d'autres types de programmes.

Le renforcement de l'encadrement de l'exécution budgétaire du budget de l'Etat s'inscrivait également dans un objectif de réduction de la dépense publique. En effet, les mouvements de crédits font l'objet désormais d'un encadrement juridique renforcé (planification de révolement et transfert de crédit; renforcement du contrôle parlementaire au moyen des comptes rendus et des rapports de performance élaborés pour ces mouvements de crédits, etc.).

De même, les modifications du montant de la dépense publique autorisée par le Parlement en loi de finance initiale (LFI) sont désormais strictement encadrées (planification de l'autorisation de crédits telles que les crédits d'avances, lesquels font par ailleurs d'un contrôle parlementaire renforcé, et annulations de crédits, etc.).

L'architecture du vote de la loi de finance a également été réformée pour garantir une meilleure gestion publique (la mission ayant été consacrée comme étant l'unité de vote et le programme désormais l'unité de spécialisation). De même l'exécution comptable du Budget de l'Etat a été réformée par le décret du novembre 2012 avec notamment un renforcement du rôle du contrôle budgétaire et comptable public.

B) Une réglementation stricte de la dépense des collectivités territoriales

Au contraire du budget de l'Etat, celui des collectivités locales et soumis à une règle d'or consacrée à l'article L. 1612-4 du Code général de collectivités (CGCT). Cette règle impose une équilibre stricte entre la section de fonctionnement et la section d'investissement du budget.

Le recours à l'emprunt par les collectivités territoriales est également strictement encadré. En effet, celles-ci ne peuvent y recourir que pour financer leurs dépenses d'investissement.

De même l'application du principe constitutionnel d'autonomie financière des collectivités (art 72 de la Constitution) implique

pour ces dernières que les compensations qui leur sont allouées dans le cadre des déclarations de l'Etat ne doivent pas représenter une part déterminante de leur dépense d'investissement. Elles doivent donc disposer de ressources propres.

Au-delà de la régulation de la dépense publique par le droit national, celle-ci fait aussi l'objet d'une surveillance accrue au niveau européen.

II) Une régulation de la dépense publique au niveau européen

La dépense publique doit respecter des critères définies par le traité de Maastricht (A) qui font l'objet d'une réception en droit national (B).

A) La dépense publique française à l'épreuve des critères maastrichtins

Le traité de Maastricht de 1992 fixe trois critères pour limiter le déficit public et l'endettement publics des Etats.

En effet, ces derniers doivent respecter un déficit structurel limité à 0,5% du leur PIB; un déficit public limité à 3% et un endettement public limité à 60% du PIB.

On fait et constate que la situation financière de la France n'a jamais respecté ces critères. Si les efforts consentis ont permis à la commission européenne de classer en 2017 la France parmi les Etats ayant atteint cette année un déficit pub. sous les 3%, la procédure de déficit excessif engage plus fort contre la France, la situation s'est considérablement dégradée notamment au gré des différentes mesures prises dans le cadre de la crise des billets jaunes et du COVID.

Se bien que la France fait l'objet depuis juillet 2024 d'une procédure de déficit excessif. Dans le cadre de l'examen ex-ante de l'LF 2025, la France doit adopter des mesures d'économie au total de 40 milliards et s'engager dans une trajectoire d'assouplissement des comptes publics qui pourraient éviter un déficit public dépassant les 6% du PIB en 2024.

(Le numéro est celui qui figure sur la convocation ou la feuille d'émargement)

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : Inspecteurs des finances publiques Session : 2025Epreuve n° : n° 2 Matière : FINGP

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroter chaque feuille A3 dans le cadre à droite et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Feuille :

02 / 02

B) La naptm en droit interne des mécanismes "maastrichtiens" de régulation de la dépense publique

Plusieurs mécanismes en droit interne traduisent le mécanisme européen de régulation de la dépense publique

En effet, depuis 2012, la France doit s'inscrire dans une trajectoire pluriannuelle de ses finances publiques dont le perspectives et orientations font l'objet d'une transmission dans le cadre du semestre européen

Dans le cadre de critères dégagés par le TSGG, a été mis en place un Haut Conseil des finances publiques rattaché à la Cour des comptes qui émet un avis sur les orientations budgétaires. Les orientations font l'objet d'un rapport joints au projet de LFI.

Sujet 2: Commentaire de Texte

La procédure d'adoption de budgets locaux ont été profondément réformée depuis le processus de décentralisation initié par la loi du 2 mars 1982, laquelle a aussi consacré les principes de libre administration des collectivités locales et corollairement leur autonomie financière.

« Les budgets locaux doivent être ~~des~~ adoptés selon des principes de sincérité et de transparence qui caractérisent la démocratie locale. L'extrait du texte de David Ytier qui est donné à commenter autour des considérations juridiques de fonction du budget, débat d'orientation budgétaire dans les collectivités territoriales illustre donc ~~des~~ principes auxquels les budgets locaux sont soumis ».

Dans quelle mesure donc le débat d'orientation précédant l'adoption des budgets locaux est un gage de transparence et de sincérité ?

Si le débat d'orientation budgétaire est une étape incontournable de la procédure d'adoption des budgets locaux (I), il assure également leur transparence et leur sincérité (II).

I) Le débat d'orientation budgétaire : une étape incontournable dans le processus d'adoption de budgets locaux

A) Un document présentant la situation et les orientations financières des collectivités locales

Le débat d'orientation constitue la première phase de la procédure d'adoption des budgets des collectivités territoriales. David Ytier définit ce document comme étant ^{un} document préalable à l'adoption ^{du} du budget d'une collectivité au cours de laquelle l'exécutif

présente à l'assemblée d'élus la situation budgétaire et les orientations pluriannuelles sur lesquelles sera notamment fondé le budget... »

Les juridictions administratives ont toutes les conséquences juridiques de l'organisation du DOB qui doit se tenir au moins deux mois avant la séance d'approbation du Budget. Ainsi, il a pu être jugé que le budget adapté sans la tenue de ce débat était entaché d'illégalité.

B) Un contenu dépassant le champ de la matière financière

Depuis la loi NOTRe du 4 août 2015, le contenu du DOB est élargi.

Désormais, le DOB comprend une communication relative aux ressources humaines de la collectivité ; celle-ci représentant à l'occasion du Budget de l'Etat une part significative du montant du budget local.

Le contenu du DOB peut aussi prêter son des documents de planification. Ainsi, aux termes de l'article L. 5211-39-1 du CGCT, le DOB peut comprendre du DOP des budgets des EPCI, un compte rendu du schéma de mutualisation des services.

Au-delà de leur contenu, les DOB présentent un enjeu de transparence et de démocratie locale pour les collectivités territoriales.

II) Le débat d'orientation budgétaire : Un enjeu de transparence et de démocratie locale

A) Un instrument au service du contrôle exercé par les Chambres régionales et territoriales des comptes

Placés dans le cadre des procédures de décentralisation de 1982 (Loi Déferre du 2 mars 1982), les Chambres régionales des comptes constituent la déclinaison territoriale du contrôle budgétaire de la Cour des Comptes ; les CRC ayant vu leurs compétences juridictionnelles supprimées par l'adoption du 28 décembre 2021 reformant

la responsabilité financière.

Les orientations contenues dans le DOB alimentent l'information financière des CRC dans leur contrôle de la gestion budgétaire des collectivités, territoriales dans le cadre des rapports individuels qu'ils sont amenés à rendre sur la situation financière d'une collectivité en particulier.

Les informations du DOB alimentent par ailleurs le contrôle effectué par les CRC dans le cadre des avis qu'ils peuvent être amenés à émettre lorsqu'ils sont saisis par le préfet en cas de constat d'un budget local adopté en déséquilibre, du non respect des délais légaux pour leur adoption, ou dans le cadre de la non inscription d'une dépense. Il en va ainsi de même du contrôle exercé sur les comptes administratifs.

B) Un instrument de mesure de la sincérité des budgets locaux

Les orientations contenues dans les DOB permettent également de tenir compte de la gestion efficace des dépenses locales. Ainsi, l'auteur souligne son rôle de repère dans l'exécution du plan de gestion et du bilan de la gestion des collectivités locales.

Par ailleurs, les orientations et objectifs définis au DOB permet une meilleure appréciation du respect de l'obligation d'équilibre auxquels sont soumis les budgets locaux, dès lors que des DOB dérogent de perspectives d'évolution des dépenses locales.